

PRÉFECTURE DU BAS-RHINDIRECTION DES INTERVENTIONS
PUBLIQUESBureau de l'environnement
et des espaces naturels
N°

Référence à rappeler dans la réponse

Dossier suivi par M. MAURER
Poste 2275REPUBLICQUE FRANÇAISE ^{P/0 GS & FC}
_{Enfin!}

12 OCT. 1992

STRASBOURG, le
5, place de la République
Tél. 88 32 99 00

DRIRE ALSACE

13 OCT 1992

BORDEREAU D'ENVOI

LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE

STRASBOURG

PRÉFET DU BAS-RHIN

à M Monsieur le directeur régional de l'industrie,
de la recherche et de l'environnement
1, rue Pierre Montet
67082 STRASBOURG CEDEX

| Analyse de l'Affaire | Nombre de pièces | Objet de la transmission |
|---|------------------------|-----------------------------|
| <u>Installations classées</u> Groupement Pétrolier de Strasbourg Extension du dépôt d'hydrocarbures sis au 24, rue de Rouen à STRASBOURG : - ampliation de mon arrêté du 21 septembre 1992 | 1 | Transmise pour information. |

LE PRÉFET,
POUR LE PRÉFET
le chef de bureau,

Corinne BAECHLER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES INTERVENTIONS
PUBLIQUES

Bureau de l'Environnement et
des Espaces Naturels

ARRETE PREFECTORAL

autorisant le groupement pétrolier de Strasbourg à étendre
son dépôt d'hydrocarbures sis au 24, rue de Rouen
à STRASBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE
PREFET DU BAS-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande formulée par le groupement pétrolier de STRASBOURG en vue d'être autorisé à étendre son dépôt d'hydrocarbures sis au 24, rue de Rouen à STRASBOURG ;
- VU les résultats de l'enquête publique d'un mois à laquelle il a été procédé du 4 janvier au 19 février 1991 ;
- VU les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- VU l'avis émis par le conseil municipal de STRASBOURG ;
- VU l'avis du directeur départemental de l'équipement ;
- VU l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- VU l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- VU l'avis du directeur des services départementaux d'incendie et de secours ;
- VU l'avis du chef du service régional de l'aménagement des eaux ;

.../...

- VU l'avis du directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile ;
- VU l'avis du directeur départemental du travail et de l'emploi ;
- VU l'avis du chef de la division industrie de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- VU l'avis du directeur du port autonome de STRASBOURG ;
- VU l'avis du chef du service de la navigation de STRASBOURG ;
- VU l'avis du regierungspräsident de Fribourg ;
- VU l'avis et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 29 octobre 1991 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 2 juillet 1992 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 avril 1992 prolongeant le délai pour statuer ;
- APRES communication du projet d'arrêté au groupement pétrolier de STRASBOURG ;
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1 :

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs ayant autorisé l'exploitation par le Groupement Pétrolier de Strasbourg des installations classées listées ci-après et celles des arrêtés préfectoraux complémentaires relatifs audit dépôt sont reprises et complétées dans le présent arrêté.

- . Dépôt de liquides inflammables de la première et de la deuxième catégorie d'une capacité de 101 403 m3 ;
N° 253 B et C
- . Installations de remplissage et de distribution de liquides inflammables, le débit maximum de l'installation étant de 6560 m3/h ;
N° 261 bis
- . Appareils imprégnés en exploitation, contenant plus de 30 litres de polychlorobiphényles (1644 litres) ;
N° 355 A

Article 2 :

Le Groupement Pétrolier de Strasbourg est autorisée à exercer sur son dépôt les activités complémentaires suivantes :

- . stockage supplémentaire de 16 875 m3 de liquides inflammables de la première et de la deuxième catégorie portant la capacité totale de stockage à 118 278 m3 dont 59 772 affectés aux produits de catégorie C et 58 506 affectés aux produits de catégorie B ou C ;
N° 253 B et C

.../...

Article 3 :

Les nouvelles installations devront être conçues, réalisées et exploitées en conformité aux dispositions du présent arrêté dès sa notification.

Les installations existantes et leur exploitation seront conformes aux prescriptions des articles 21 à 77 du présent arrêté dès sa notification et à celles des articles 6 à 20 du présent arrêté dans un délai d'un an à compter de sa notification.

A) PRESCRIPTIONS D'ENSEMBLE :

I) Règles générales d'implantation :

Article 4 :

Les installations nouvelles seront situées et réalisées conformément aux pièces jointes à la demande d'autorisation.

Exception faite des mesures prises pour le respect des prescriptions énumérées dans le présent arrêté, tout projet de modification des plans et descriptifs annexés à la demande devra être porté, avant sa réalisation, à la connaissance de l'autorité préfectorale.

Article 5 :

Les distances minimales d'isolement comptées à partir des bords de cuvettes et des aires de manipulations de liquides inflammables seront :

- pour les habitations et voies extérieures ne desservant pas l'usine :

$$d = 2,8 L^{0,85} (1 - 2,2 \cdot 10^{-3} L^{0,85})$$

sans être inférieure à 50 m

- pour les établissements recevant du public et les voies à grande circulation

$$d = 3,8 L^{0,85} (1 - 3 \cdot 10^{-3} L^{0,85})$$

sans être inférieure à 100 m

distance en m, L = largeur de la cuvette de rétention, en regard de la zone à protéger.

Les constructions ou aménagements ultérieurs du dépôt devront permettre le respect et le maintien des zones préalablement définies.

.../...

Article 6 :

Sauf justification le dépôt sera rendu accessible de la voie publique par une voie répondant aux conditions suivantes :

- largeur de la chaussée : 6 m
- hauteur disponible : 3,50 m
- pente inférieure à 15 %
- rayon de braquage intérieur : 11 m
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m).

Cette voie ainsi réalisée devra desservir une voie engin bordant le périmètre des cuvettes de rétention et ayant les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la chaussée : 3 m
- hauteur disponible : 3,50 m
- pente inférieure à 15 %
- rayon de braquage intérieur : 11 m
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 m).

Un second accès à ces dernières caractéristiques sera recherché au Nord du dépôt.

Article 7 :

Voies d'accès :

Les voies de circulation à l'intérieur de l'établissement, les zones de circulation, les pistes et voies d'accès seront tracées et construites de telle sorte qu'elles permettent une évolution facile des véhicules amenés à y circuler. Celles-ci seront maintenues dégagées et en constant état de propreté.

Ces voies devront permettre l'accès des engins-pompes des sapeurs-pompiers et, en outre, si elles se terminent en impasse, les demi-tours et croisements de ces engins.

.../...

A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers devront pouvoir accéder à toutes les issues des bâtiments par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.

Article 8 :

Clôture :

L'établissement sera entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 2,5 mètres.

Les portes du dépôt (deux minimum) ouvrant sur les routes extérieures devront présenter une ouverture assez large et un recul suffisant pour que l'entrée et la sortie des véhicules n'exigent pas de manoeuvres difficiles.

Article 9 :

Zones "non feu" :

A l'intérieur du dépôt seront délimitées des zones dans lesquelles l'usage des feux nus sera interdit ou réglementé.

Ces zones appelées zones "non feu" sont celles dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations:

- soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ;
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

L'exploitant fixera sous sa responsabilité les zones ainsi définies, lesquelles seront matérialisées sur le carreau de l'usine et reproduites sur un plan régulièrement mis à jour, dont un exemplaire sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

II) Règles générales de construction :

Article 10 :

Ateliers :

D'une manière générale, tous les ateliers seront construits en matériaux présentant des caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

.../...

- . murs et parois : incombustibles et SF 1 h
- . couvertures : incombustibles
- . portes donnant vers l'intérieur : CF 1/2 h
- . portes donnant vers l'extérieur : PF 1/2 h
- . sol : incombustible et étanche.

Les charpentes métalliques seront construites suivant les règles de l'art.

Article 11 :

Appareils et machines :

Les appareils fonctionnant sous pression, les appareils tubulaires destinés à assurer un échange thermique et les compresseurs, seront construits conformément à la réglementation qui leur est applicable (décret du 2 avril 1926 modifié pour les appareils à pression de vapeur, décret du 18 janvier 1943 modifié pour les appareils à pression de gaz, etc...).

Les appareils et machines non réglementés seront construits suivant les règles de l'art.

Les matériaux servant à la construction des appareils et machines seront choisis en fonction des fluides contenus ou en circulation, afin qu'il ne soient pas sujets, notamment, à des phénomènes de corrosion accélérée.

Article 12 :

Tuyauteries :

Les tuyauteries apparentes seront repérées par des teintes conventionnelles, conformes à la norme NF X 08-100 homologuée par décision du 20 janvier 1986.

Article 13 :

Ventilation :

Tous les ateliers ou locaux dans lesquels seront mis en oeuvre des produits intrinsèquement dangereux ou insalubres ou dont les vapeurs peuvent donner naissance à des atmosphères dangereuses ou insalubres, devront être conçus et aménagés de telle sorte que la ventilation naturelle assure en permanence une bonne dilution et permette d'obtenir en tous cas une pureté de l'air nécessaire à la santé des travailleurs.

.../...

Les divers équipements seront notamment disposés judicieusement pour faciliter cette ventilation.

Partout où cela est nécessaire, il sera fait appel à une ventilation artificielle efficace, dotée en tant que de besoin, d'une captation à la source, afin d'obtenir dans tous les cas la qualité de l'air requise.

La bonne marche des extracteurs d'air devra être assurée de manière permanente. Ils seront équipés, à cet effet, d'une alarme "arrêt" lumineuse visible par tous les occupants du bâtiment.

Installations électriques :

Article 14 :

Les installations électriques devront être conformes aux prescriptions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 et aux arrêtés et circulaires d'application concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques. Les installations basse tension seront conformes aux dispositions de la norme NF C 15 100. Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NF C 13-100 et NF C 13-200.

Les lignes électriques devront suivre des trajets bien définis. Des bornes ou marques spéciales signaleront le tracé des câbles lorsqu'ils seront enterrés, afin de permettre une identification facile de ceux-ci.

Article 15 :

Dans tout circuit terminal doit être placé un dispositif de coupure d'urgence, aisément reconnaissable et disposé de manière à être facilement et rapidement accessible, permettant en une seule manœuvre de couper en charge tous les conducteurs actifs. Il est admis que ce dispositif commande plusieurs circuits terminaux.

Un interrupteur général, permettant de couper le courant en cas de nécessité et après les heures de travail, sera mis en place.

Article 16 :

Le dossier prévu à l'article 55 du décret du 14 novembre 1988, sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées pourra, à tout moment, prescrire au chef d'établissement de faire procéder à une vérification de tout ou partie des installations électriques par un vérificateur agréé, dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

.../...

Installations électriques de sécurité :

Article 17 :

Dans les zones définies à l'article 9, les installations électriques devront être réduites au strict nécessaire vis-à-vis des besoins de l'exploitation ; tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones seront réalisées de façon à ne pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles.

En outre, ces canalisations seront convenablement protégées contre les chocs, contre les conséquences d'un incendie ou d'une explosion survenant dans ces zones et contre l'action des produits qui y sont utilisés ou fabriqués.

Tous les câbles doivent être raccordés aux appareils conformément aux indications données par les certificats d'homologation.

Article 18 :

1. Dans les zones où les atmosphères explosives pourront apparaître de façon permanente ou semi-permanente :

- Les installations électriques devront être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.

2. Dans les zones où les atmosphères explosives pourront apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée :

- Les installations électriques devront soit répondre aux prescriptions du paragraphe 1 du présent article, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle, qui en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

3. Dans les emplacements spéciaux définis par l'exploitant où le risque d'explosion sera prévenu par des mesures particulières telles la surpression interne, la dilution continue ou l'aspiration à la source, il sera admis que le matériel soit de type normal.

Dans ce cas, la réalisation et l'exploitation de ces emplacements seront conçus suivant les règles de l'art et de telle manière que la disparition des mesures particulières les protégeant n'entraîne pas de risque d'explosion.

.../...

Article 19 :

Dans les zones définies conformément à l'article 9 et s'il n'existe pas de matériels spécifiques répondant aux prescriptions de l'article précédent, l'exploitant définira -sous sa responsabilité- les règles à respecter, compte tenu des normes en vigueur et des règles de l'art, pour prévenir les dangers pouvant exister dans ces zones.

Dans tous les cas, les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état.

Article 20 :

Protection contre l'électricité statique, les courants de circulation et la foudre

Les mesures suivantes telles que liaisons électriques (elles devront être assurées par l'intermédiaire de pontets ou tous autres moyens équivalents assurant une bonne continuité électrique au niveau des raccordements de brides) et mises à la terre seront prises pour minimiser les effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre sur les installations.

Est considéré comme "à la terre", tout équipement dont la résistance de mise à la terre est inférieure ou égale à 10 ohms.

Ces mises à la terre seront faites par des prises de terre particulières ou par des liaisons aux conducteurs de terre créés en vue de la protection des travailleurs, par application du décret n°88.1056 du 14 novembre 1988.

Une consigne précisera la périodicité des vérifications des prises de terre et de la continuité des conducteurs de mise à la terre.

Pour se protéger des courants de circulation, des dispositions devront être prises en vue de réduire leurs effets. Les courants de circulation volontairement créés (protection électrique destinée à éviter la corrosion, par exemple) ne devront pas constituer de source de danger. Des joints isolants pourront être utilisés.

Les mises à la terre seront distinctes de celle du paratonnerre éventuel. Les règles d'installation des paratonnerres sont définies par la norme NF C 17 100 homologuée le 5 janvier 1987.

.../...

Prévention et lutte contre les nuisances :

III) Prévention de la pollution atmosphérique :

Article 21 :

Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Article 22 :

Les effluents gazeux captés dans les ateliers, de même que les buées, les fumées et autres émanations, nuisibles ou malodorantes, seront rejetés à l'atmosphère dans des conditions garantissant l'absence de gêne pour le voisinage et le respect des valeurs limites admissibles pour la protection de la santé publique.

La hauteur d'émission et la vitesse d'éjection des effluents gazeux seront calculées en conséquence. La mise en place de dispositifs efficaces de traitement pourra être exigée en tant que de besoin.

Les réservoirs aériens cylindriques à axe vertical, destinés au stockage des hydrocarbures à la pression atmosphérique et dont la capacité unitaire est au moins égale à 1500 mètres cubes devront satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1986 relatif à la réduction des émissions atmosphériques d'hydrocarbures provenant des activités de stockage.

Article 23 :

L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant. En particulier, les conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières ou de suies, ainsi que toute accumulation de produits.

Tout brûlage à l'air libre sera interdit.

Article 24 :

Des mesures périodiques ou occasionnelles pourront être prescrites par l'inspection des installations classées, tant à l'émission que dans l'environnement de l'établissement.

Le mode de prélèvement à l'émission sera celui défini par les normes AFNOR NF X 44 051 et X 44 052.

Les frais qui résulteront de ces mesures seront à la charge de l'exploitant.

.../...

IV) Prévention de la pollution des eaux :

Article 25 :

Toutes les dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient ou en cas d'incendie, déversement direct des matières dangereuses vers les égouts ou les milieux naturels (rivières, nappe phréatique ...).

En particulier, les dispositions suivantes devront être appliquées :

- a) Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être parfaitement étanches ; leur tracé devra permettre un nettoyage facile des dépôts et sédiments ;
- b) Les réservoirs, fûts, bidons ou récipients, bouteilles de stockage de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront implantés dans des cuvettes de rétention étanches dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Les cuvettes de rétention doivent être correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin, des écoulements et effluents divers ; le volume disponible respecte les principes rappelés ci-dessus, sans entraver l'évacuation du personnel.

Les parois des capacités de rétention devront résister à la poussée des liquides éventuellement répandus, devront résister au choc d'une vague et présenter une stabilité au feu de degré 6 heures.

La vitesse de pénétration des liquides au travers de la couche étanche sera au maximum de 10^{-8} m/s. Cette dernière aura une épaisseur minimale de 2 cm.

- c) Les aires susceptibles de recevoir les égouttures de produits polluants (aires sous les vannes et les pompes, aires de déchargement) devront être imperméabilisées et leurs eaux évacuées de manière à respecter les normes de rejet définies ci-après.
- d) Toutes dispositions seront prises pour isoler, à l'état le plus concentré possible, les divers effluents issus de l'établissement en vue de faciliter leur traitement. Les circuits d'eaux résiduaires seront de type séparatif.

.../...

e) Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être doivent comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

f) Les ateliers seront pourvus de dépôt d'absorbant pour circonscrire tout déversement accidentel de liquide polluant.

Article 26 :

Les installations de prélèvement d'eau seront équipées de compteurs volumétriques agréés et le relevé des volumes consommés sera tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

L'alimentation en eau destinée à la consommation humaine sera assurée à partir du réseau public. Il devra y avoir une impossibilité totale d'interconnexion entre ce réseau et le réseau d'eau industrielle.

Article 27 :

L'établissement sera relié, en nombre de points aussi limité que possible, au réseau d'assainissement public relié à la station d'épuration de la Communauté Urbaine de Strasbourg, avant leur rejet dans le Rhin.

Article 28 :

Eaux pluviales :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux de lavage, les eaux incendie (exercice ou sinistre) devront être collectées et traitées avant rejet au milieu naturel (Bassin A. Auberger).

L'établissement disposera en particulier des installations suivantes destinées à éviter les pollutions accidentelles du milieu naturel:

- . capacité de rétention des pollutions accidentelles au chargement/déchargement des camions (25 m3);
- . un bac de stockage de 300 m3 destiné à recueillir les effluents dans le décanteur-séparateur en cas de pollution;
- . un réservoir de 280 m3 pour les résidus huileux du décanteur.

En situation normale ces eaux devront respecter avant rejet la qualité minimale suivante :

- | | |
|-------------------------------|-------------------------|
| - teneur en hydrocarbures | : 15 mg/l (NF T 90.203) |
| - demande chimique en oxygène | : 100 mg/l |
| - rapport DCO/DBO5 | : <= 2,5 |
| - azote kjeldahl | : 10 mg/L. |

Les eaux pluviales non polluées (eaux de toiture par exemple) ainsi que les eaux de refroidissement des machines seront collectées et dirigées vers le milieu naturel (Bassin A. Auberger).

.../...

Article 29 :

En situation anormale, justifiant d'une déclaration dans les termes prévues à l'article 38 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant pourra être autorisé, par arrêté, à rejeter des eaux contenant jusqu'à 30 mg/l d'hydrocarbures. Cette disposition sera accompagnée de la prescription de mesures d'urgence visant notamment au contrôle et au suivi du milieu naturel.

Article 30 :

Eaux de refroidissement :

Les prescriptions de la circulaire du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau sont applicables.

La qualité des eaux de refroidissement rejetées sera aussi bonne que lors de leur prélèvement et leur température ne dépassera pas 30°C.

Article 31 :

Eaux usées sanitaires :

Les eaux usées sanitaires seront rejetées dans des conditions permettant le respect des dispositions du code de la santé publique.

Article 32 :

Eaux usées industrielles :

Les eaux usées industrielles seront collectées et dirigées vers le réseau d'assainissement public relié à la station d'épuration de la Communauté Urbaine de Strasbourg.

Article 33 :

L'usage de puits perdus de quelque nature qu'ils soient, sera interdit.

Article 34 :

Les canalisations de rejet des effluents devront être équipées en aval des installations d'un dispositif permettant de stopper toute pollution accidentelle.

.../...

Article 35 :

L'exploitant tiendra à jour un schéma des circuits d'eaux faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets d'eaux de toutes origines. Ce schéma sera tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 36 :

L'exploitant devra se munir, si nécessaire, des autorisations administratives de rejet correspondantes.

Article 37 :

Un plan coté de l'ouvrage d'évacuation de chaque point du rejet sera fourni à l'inspection des installations classées. Sur ce plan devront figurer les regards devant être aménagés sur les canalisations de façon à permettre l'exécution des prélèvements et mesures.

Le plan sera régulièrement tenu à jour.

Article 38 :

Le permissionnaire sera tenu de permettre à toute époque, aux agents des services habilités à contrôler la qualité des rejets, l'accès aux dispositifs de mesures de débit et de prélèvement et à tous appareils existants.

Article 39 :

Caractéristiques des rejets :

Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les rejets seront soumis aux prescriptions de l'Instruction du Ministre du Commerce en date du 6 juin 1953 (J.O. du 20 juin 1953) relative à l'évacuation des eaux résiduelles des établissements classés.

Article 40 :

Contrôle et évacuation des eaux :

Un contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées dans le réseau d'assainissement et dans le milieu naturel sera effectué par l'exploitant indépendamment des contrôles par un laboratoire agréé que l'inspection des installations classées pourra imposer.

Les frais engendrés par ces analyses seront supportés par l'exploitant.

Le cahier sur lequel seront consignés les résultats des contrôles de la qualité des eaux rejetées sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Les résultats des mesures seront adressés à l'inspection des Installations Classées et au service chargé de la police des eaux au plus tard le 15 du mois suivant.

.../...

Des regards permettant de faire des prélèvements aux fins d'analyses seront construits à l'aval des installations et avant les points de rejet.

En cas d'évacuation intermittente, le rejet devra être conforme aux prescriptions de l'article 28.

Article 41 :

Des puits de contrôle (piézomètres) seront implantés dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté en amont et en aval du dépôt par rapport au sens d'écoulement de la nappe d'eau souterraine. La qualité des eaux sera vérifiée au moins une fois par an et chaque jour pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac fuite de conduite,...). Les analyses porteront sur le PH, la teneur en hydrocarbures totaux et en carbone organique total, la conductivité et la dureté de l'eau.

Le nombre et l'emplacement des piézomètres seront déterminés en accord avec le géologue officiel et l'ingénieur de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargé de l'inspection des installations classées.

V) Bruit :

Article 42 :

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel et de l'instruction technique du 20 août 1985 relatives aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées sont applicables à l'ensemble de l'établissement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement.

Article 43 :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969 et des textes subséquents).

Article 44 :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

.../...

Article 45 :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux plans joints à la demande qui fixent les points de contrôle.

Les niveaux acoustiques limites admissibles à l'extérieur, en limite de propriété, sont respectivement fixés à :

- 65 dB (A) en période diurne (de 7h à 20h)
- 60 dB (A) en période intermédiaire (de 6h à 7h et de 20h à 22h les jours ouvrables et de 6h à 22h les samedis, dimanches et jours fériés)
- 55 dB (A) en période nocturne (de 22h à 6h)

Article 46 :

L'inspection des installations classées pourra demander que des études ou des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés, dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

VI) Prévention de la pollution due aux déchets :

Article 47 :

Les déchets devront être éliminés conformément aux dispositions de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 (J.O. du 16 juillet 1975) et des textes subséquents. Dans ce but, on appliquera les mesures suivantes :

Les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure.

L'élimination des déchets fait l'objet d'un suivi conformément à la circulaire du 24 octobre 1985 relative aux dispositions à imposer aux producteurs de déchets, prise en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985.

On distinguera notamment :

1. Les déchets assimilables aux ordures ménagères définies à l'article 2 du décret n° 59-1081 du 31 août 1959 sur l'évacuation et la collecte des ordures ménagères. Ces déchets pourront être éliminés par le service de collecte de la localité, si celle-ci dispose d'un moyen d'élimination autorisé au titre de la loi du 19 juillet 1976. Dans le cas contraire, ils seront confiés à une entreprise disposant d'un tel moyen d'élimination.

2. Les déchets non générateurs de nuisances (au sens du décret du 19 août 1977) récupérables ou recyclables, notamment : papiers, cartons, plastiques, verres, métaux, etc...

Ils seront confiés, dans la mesure du possible, à des entreprises disposant des moyens de les recycler, les régénérer ou les réutiliser.

.../...

Leur incinération ne pourra être autorisée que dans des installations dotées d'une récupération calorifique et dans des conditions propres à sauvegarder les intérêts liés à la protection de l'environnement.

3. Les déchets "spéciaux" au sens de la circulaire ministérielle du 22 janvier 1980, susceptibles d'être mis en décharge.

4. Les déchets "spéciaux" autres que ceux visés au paragraphe précédent et énumérés par le décret du 19 août 1977, tels que : boues des décanteurs-séparateurs, hydrocarbures ou déchets contenant des produits de vidange, solvants aromatiques ou chlorés, déchets contenant de l'amiante, des métaux lourds substances affectées du symbole T ou E dans la liste établie en application de l'article L 231-6 du Code du Travail, les emballages vides souillés non repris par les fournisseurs, etc...

Ces déchets devront être collectés et stockés dans des conditions visant à éliminer tout risque de pollution des eaux et de l'air, d'émanation d'odeurs nauséabondes, de prolifération de vermine. Leur circuit d'élimination sera soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 susvisé.

Ils ne seront pas mélangés entre eux. Il ne seront confiés qu'à des entreprises disposant des moyens de les recycler, de les réutiliser ou de les détruire (centre de détoxification agréé, entreprise de régénération des huiles usagées agréée, entreprise d'élimination disposant d'une décharge contrôlée apte à recevoir les déchets industriels, etc...).

L'exploitant établira un registre et les bordereaux requis pour les déchets de type "spéciaux". Le registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les renseignements qui devront figurer dans ce document sont : la nature, les quantités, les conditions de stockage, les dates d'enlèvement, le nom de la société qui effectue l'enlèvement, la destination des déchets et le mode d'élimination prévu.

Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux dispositions réglementaires sur le recyclage ou la récupération de certains matériaux : en particulier, les huiles seront éliminées dans les conditions définies par le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié par le décret n° 85-387 du 29 mars 1985.

L'exploitant rédigera une consigne interne définissant les précautions à prendre lors de l'élimination et les procédés à mettre en oeuvre. Cette consigne et ses mises à jour seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

L'exploitant communiquera au transporteur toutes les informations qui sont nécessaires à ce dernier et fixe, le cas échéant, le cahier des charges de l'opération de transport (itinéraire, frêt complémentaire...).

.../...

VII) Protection et défense contre l'incendie

Article 48 :

D'une manière générale, les installations seront conçues, réalisées et exploitées en conformité avec les règles d'aménagement des dépôts d'hydrocarbures liquides de plus de 1 000 m³ (arrêtés des 3 novembre 1972 et 19 novembre 1975) et avec l'instruction techniques du 9 novembre 1989.

a) AMENAGEMENT DU DEPOT

Article 49 :

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Ils seront équipés d'au moins deux issues opposées, selon les règles d'usage (ouverture vers l'extérieur, poignées antipaniques). Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions (emplacement des bouches incendie, colonnes sèches...) seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Article 50 :

Les réservoirs de liquides inflammables contenant des liquides volatils (tension de vapeur REID supérieure à 250 mb) de plus de 1 500 m³ seront inertés ou dotés de toit ou écran flottant.

Article 51 :

Les réservoirs dont le pied est masqué par d'autres bacs ou par des murs de rétention trop élevés (cas de palplanche par exemple) seront équipés de couronne d'arrosage tel que défini à l'article 66.

Article 52 :

Au plus tard à la fin de l'année 1992, les vannes de pied de bac seront à fermeture automatique en cas de sinistre (fusible, arrêt des utilités) ou commandables à distance par une alimentation coupe-feu 30 minutes : le recours à cette deuxième solution devra être justifié notamment en ce qui concerne la durée coupe-feu. L'exploitant pourra proposer d'autres solutions techniques, qui devront être justifiées au préalable à l'inspection des installations classées vis-à-vis du risque de débordement de cuvette en feu. Dans ce cas, un rapport justificatif devra être remis à la DRIRE avant la fin de l'année 1992.

En sus des protections électriques traditionnelles les pompes de transfert seront équipées d'une temporisation en arrêtant le fonctionnement en cas de débit nul.

.../...

Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs de gaz explosibles (zones mal ventilées équipées de matériel pouvant présenter des fuites) seront équipées de détecteurs d'hydrocarbures avec report d'alarme. Les autres zones feront l'objet de contrôle périodiques, avec une fréquence au moins hebdomadaire.

Article 53 :

Les traversées de murets par des canalisations devront être jointoyées par des produits coupe-feu 4 heures.

Toutes les canalisations qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exploitation de la cuvette devront être sorties de celles-ci. En cas de conduite générale alimentant plusieurs cuvettes seules des dérivations sectionnables pourront pénétrer celles-ci.

Article 54 :

Les cuvettes de rétention qui ne respectent pas les distances retenues à l'article 5 vis-à-vis des bâtiments existants seront équipées de déversoirs de mousse. Ceux-ci seront implantés aux points de la cuvette ne respectant pas les distances susvisées.

VIII-b) GESTION DU DEPOT

Article 55 :

Les cuvettes à rangées multiples seront réservées de préférence aux produits lourds et peu inflammables (catégorie C et D).

Les réservoirs supportant des pressions internes supérieures à 5 g/cm² (autres que les bacs de type G 1S) seront affectés aux produits les moins volatils tout en veillant au maintien dans une même cuvette de produit de même catégorie.

L'exploitant détermine, sous sa responsabilité, le point de rupture préférentiel de réservoirs en cas d'explosion et aménage le cas échéant celui-ci pour faciliter la rupture de la liaison robe-toit.

Les cuvettes seront de préférence affectées aux produits de même catégorie

VII-c) PROTECTION INCENDIE

1 - GENERALITES

Article 56 :

Principes généraux de lutte contre l'incendie :

Dans l'état actuel de techniques, l'extinction des feux d'hydrocarbures s'obtient par projection de mousse ou de poudre extinctrice.

.../...

Le dépôt doit disposer des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs suivants :

- éteindre le feu du réservoir ayant le plus grand diamètre,
- contrôler un feu dans la plus grande cuvette en l'attente des renforts qui permettront d'en obtenir l'extinction,
- protéger les installations menacées par ces feux.

La protection des installations menacées est assurée par projection ou arrosage destinés selon les cas :

- à refroidir le réservoir en feu et protéger les réservoirs voisins,
- à protéger les installations situées à proximité de la cuvette en feu.

Les dispositions du présent arrêté fixent les moyens de lutte contre l'incendie du dépôt en définissant les besoins en eau et émulseurs ainsi que les équipements pour l'attaque du feu et la protection des différentes installations.

Article 57 :

Cas particuliers d'application

Les stockages de fuel-oils lourds sont soumis aux dispositions des articles 58, 60 et 63.

Les réservoirs enterrés sont soumis aux dispositions du seul article 64 (extincteur + sable).

2 - CALCUL DES BESOINS EN EAU ET EMULSEURS

Article 58 :

Définitions et normes

Mousse extinctrice : agent extincteur constitué par un agglomérat de bulles d'air formé à partir d'une solution moussante.

Solution moussante : liquide formé par mélange d'émulseur et d'eau (avant foisonnement).

Liquide émulseur ou émulseur : produit qui dilué dans l'eau en proportion convenable, permet d'obtenir une mousse par incorporation d'air ou de gaz en vue de la lutte contre les incendies.

Taux de concentration : rapport (généralement exprimé en %) du volume d'émulseur sur le volume de solution moussante.

.../...

Taux d'application de la mousse : débit d'application de la solution moussante par unité de surface, exprimé généralement en l/m²min).

Norme NF S 60-210 : " Liquides émulseurs pour mousse physique pour l'extinction des feux de liquides inflammables".

Cette norme donne les caractéristiques de base minimales et les caractéristiques particulières, facultatives, ainsi que les méthodes et appareillages d'essais correspondants auxquels les émulseurs doivent satisfaire.

Norme NF S 60-220 : "Liquides émulseurs pour mousse physique pour l'extinction des feux de liquides inflammables".

Cette norme répartit les émulseurs aptes à éteindre les feux d'hydrocarbures en 3 classes : I, II et III, de valeurs décroissantes, en fonction de leur efficacité extinctrice. Ces différentes classes sont reprises dans les tableaux ci-après.

Normes NF S 60-225 : "liquides émulseurs pour mousse physique bas foisonnement pour l'extinction de feux de liquides polaires".

Cette norme répartit les émulseurs aptes à éteindre les feux de liquides polaires en 2 classes : I pol et II pol, de valeurs décroissantes, en fonction de leur efficacité extinctrice. Ces classes sont reprises dans les tableaux ci-après.

Article 59 :

Cas d'un feu de réservoir

Calcul du débit de solution moussante pour l'extinction d'un feu de réservoir

Le débit minimum de solution moussante à prévoir est obtenu en multipliant la superficie du réservoir ayant le plus grand diamètre par le taux d'application indiqué dans les tableaux ci-dessous en fonction de la catégorie d'hydrocarbures et de la classe d'émulseurs utilisés.

| | | |
|------------|------------------------|------------------------|
| pour | pour | pour |
| émulseurs | hydrocarbures | hydrocarbures |
| NF S60220 | catégories | catégories |
| | B, C1, D1 | C2 |
| | l/(m ² .mn) | l/(m ² .mn) |
| Classe I | 2,50 | 2 |
| Classe II | 3,75 | 2,50 |
| Classe III | 5 | 3,75 |

| |
|------------------------|
| pour |
| émulseurs |
| NF S 60 225: |
| carburants |
| oxygénés |
| l/(m ² .mn) |
| Classe I p: |
| 3,75 |
| Classe II p: |
| 5 |

.../...

Calcul du débit de protection

Principes

Le débit de protection est calculé dans l'hypothèse la plus défavorable d'un feu survenant à un réservoir de façon à assurer simultanément :

- le refroidissement du réservoir en feu,
- la protection des réservoirs voisins.

Refroidissement du réservoir en feu

Le débit de refroidissement du réservoir en feu est calculé à raison de 15 l/mn par m de circonférence.

Protection des réservoirs voisins.

Les réservoirs à protéger sont ceux situés dans un cylindre fictif de section circulaire, axé sur le réservoir supposé en feu et de rayon égal à la plus grande des trois valeurs $2,5 R - R + 15 \text{ m} - 50 \text{ m}$.

La protection de ces réservoirs est assurée :

- soit au moyen de rideau d'eaux à raison d'un débit de 500 l/mn pour une longueur de 30 m ou de 1 000 l/mn pour une longueur de 40 m,

- soit par l'emploi de couronne d'arrosage sur les réservoirs ayant un débit calculé à raison de 10 l/mn par m de circonférence à protéger.

Dans tous les cas, ce débit ne sera pas inférieur à 3 000 l/mn (180 m³/h).

Débit de l'eau de protection en cas de feu de réservoir

Le débit à assurer est égal à la somme des débits calculés pour le refroidissement du réservoir en feu et la protection des réservoirs voisins.

Débit réglementaire en cas de feu de réservoir

Le débit à assurer est égal à la somme des débits calculés pour l'extinction du feu de réservoir et pour la protection.

.../...

Article 60 :

CAS D'UN FEU DE CUVETTE

Calcul du débit de solution moussante pour le contrôle d'un feu de cuvette.

Le débit minimum de solution moussante à prévoir est obtenu en multipliant la surface utile de la plus grande cuvette (bacs déduits) par le taux d'application indiqué dans les tableaux ci-dessous en fonction de la catégorie la plus contraignante d'hydrocarbures stockés dans la cuvette et de la classe d'émulseurs choisis.

| émulseurs | pour hydrocarbures catégories B, C1, D1 1/(m ² .mn) | pour hydrocarbures catégories C2 1/(m ² .mn) | émulseurs | pour carburants oxygénés 1/(m ² .mn) |
|------------|---|--|--------------|--|
| NF S60220 | | | NF S 60 225 | |
| Classe I | 1,25 | 1,0 | Classe I p: | 1,75 |
| Classe II | 1,75 | 1,25 | Classe II p: | 2,50 |
| Classe III | 2,5 | 1,75 | | |

Calcul du débit de protection

Distance de protection

Les installations à protéger sont celles situées à l'extérieur et à moins de 30 mètres du bord de la cuvette en feu définie ci-dessus.

Débit de l'eau de protection en cas de feu de cuvette

La protection des ces installations est assurée :

- soit au moyen de rideaux d'eau (à raison d'un débit de 500 l/mn à 10 bar pour une longueur de 30 m ou de 1 000 l/mn à 10 bar pour une longueur de 40 m ;

- soit par l'emploi de systèmes d'arrosage sur les réservoirs ayant un débit calculé à raison de 10 l/mn par m de circonférence situées dans la zone de protection définie à l'article 59.

Débit réglementaire en cas de feu de cuvette

Le débit à assurer est la somme des débits calculés pour le contrôle du feu de cuvette et la protection.

.../...

Article 61 :

DEBIT GLOBAL ET RESERVE REGLEMENTAIRES DU DEPOT

Débit global réglementaire

Le débit d'eau réglementaire global minimum à prévoir dans le dépôt ou à proximité doit permettre d'assurer le plus grand des débits calculés, soit dans le cas de feu de réservoir (article 59), soit dans le cas de feu de cuvette (article 60).

Réserve d'émulseurs

La réserve d'émulseurs stockée dans le dépôt ou à proximité doit être au moins égale à la plus grande des deux quantités suivantes :

- soit la quantité nécessaire pour permettre la projection de solution moussante sur le réservoir supposé en feu et défini à l'article 59 pendant une durée de 20 minutes,

- soit la quantité nécessaire pour permettre la projection de solution moussante sur la plus grande cuvette définie à l'article 60 pendant une durée de 60 minutes.

Dans chacun des cas, le taux de concentration sera celui préconisé au sens des normes NF S 60-220 et NF 60-225 par le fabricant de l'émulseur choisi par l'exploitant.

Réserve d'eau du dépôt

Définition des ressources en eaux réputées inépuisables

Sont considérés comme ressources en eau inépuisables :

- soit un réseau d'eau de ville permettant à lui seul d'assurer le débit nécessaire à l'extinction du feu de la cuvette défini à l'article 60 ;

- soit une rivière, un lac, un étang, un canal, etc...,

- soit la combinaison des deux.

Dépôt installé dans une zone possédant une ressource d'eau inépuisable

Tout dépôt qui ne dispose pas de ressources en eau capables de fournir le débit réglementaire de manière immédiate et continue doit être pourvu d'une réserve permettant d'assurer seule ce débit pendant 90 minutes.

.../...

VII-d - LES EQUIPEMENTS

Article 62 :

OBJECTIFS ET CHOIX

Les articles 62 à 67 du présent arrêté définissent les équipements nécessaires pour répondre aux trois objectifs définis à l'article 56.

Par ailleurs, certaines installations sensibles doivent être dotées de moyens permettant d'assurer l'extinction de feux y survenant (poste de chargement, pompes, manifolds...)

Article 63

MOYENS D'EXTINCTION

La solution moussante peut être mise en oeuvre :

- soit à l'aide d'installations fixes,
- soit par des moyens mobiles tels que canons, engins motorisés, lances à main, déversoirs, générateurs alimentés par prémélangeurs.

Réservoirs à toits flottants

Barrage à mousse

Les réservoirs à toit flottant doivent comporter, lorsqu'ils sont protégés par des installations fixes de déversement, un dispositif permettant de retenir la mousse sur la périphérie du toit, de manière à pouvoir recouvrir rapidement le joint d'étanchéité entre le toit et la robe du réservoir.

Article 64 :

MOYENS DE PROTECTION

Refroidissement

L'eau de refroidissement peut être mise en oeuvre par des installations fixes d'arrosage ou par des moyens mobiles.

Protection

La protection peut être réalisée au moyen de rideaux d'eau ou écran en utilisant :

- soit des lances ou canons fixes,
- soit des matériels mobiles tels que :
 - . lances à mains,
 - . lances sur affûts,
 - . canons remorquables,
 - . queue de paon etc...

.../...

Choix des moyens

Le choix du type des moyens d'extinction et de protection sera défini sous la responsabilité de l'exploitant en fonction de la nature du risque (Produit/Type de réservoir/Implantation).

Article 65 :

CARACTERISTIQUES DU RESEAU D'EAU INCENDIE

Généralités

Le dépôt doit être muni d'un réseau d'eau d'incendie équipé de bouches, de poteaux d'incendie normalisés de 100 ou 150 millimètres de diamètre.

Toutes mesures seront prises pour assurer une protection contre le gel.

Tous les emplacements d'hydrocarbures doivent pouvoir être secourus à partir du réseau d'eau d'incendie.

Ce réseau d'eau peut éventuellement alimenter :

- des robinets,
- des prises d'eau incendie,
- tous autres matériels fixes ou mobiles.

Ces matériels doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et implantés dans des conditions d'accessibilité, d'éloignement par rapport aux risques et éventuellement de protection présentant le maximum de sécurité d'emploi.

Constitution du réseau d'incendie

Canalisations

Les canalisations constituant le réseau d'incendie doivent être réservées à cet usage.

Les canalisations et les accessoires constituant le réseau d'incendie doivent être réalisés en matériaux capables de résister aux contraintes mécaniques et physiques auxquelles ils sont soumis en service, notamment les flux thermiques et la corrosion. Les sections des canalisations doivent être calculées pour obtenir les débits nécessaires en tout emplacement, aux pressions requises, pour le bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie.

.../...

Les canalisations doivent suivre autant que possible les voies, aires ou passages de circulation. Sauf cas particuliers, le réseau doit être maillé et comporter des vannes de sectionnement pour isoler rapidement toute section affectée par une rupture et permettre de poursuivre la défense contre l'incendie. Ces vannes de barrages doivent rester ouvertes en exploitation normale et être parfaitement signalées (sur plan et sur site).

Si nécessaire, des filtres facilement démontables doivent être montés à des endroits judicieusement choisis sur le réseau afin de garantir un bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie (générateurs de mousse, pulvérisateurs, etc...).

Moyens de pompage d'eau d'incendie

Le débit et la pression du réseau d'incendie sont assurés par des moyens de pompage propres à l'établissement ou par un branchement sur un réseau extérieur d'eau en pression donnant toutes les garanties requises de sécurité de fonctionnement.

L'ensemble des moyens de pompage d'eau d'incendie doit pouvoir assurer le débit réglementaire tel qu'il est défini à l'article 61 à la pression nécessaire pour garantir le bon fonctionnement des moyens de secours.

Lorsque le débit réglementaire dépasse 120 m³/heure (2 000 l/minute), il doit y avoir au moins deux pompes.

Lorsque plus de la moitié du débit réglementaire est assurée par des moyens de pompage actionnés uniquement par des moteurs électriques, ces moteurs doivent être alimentés par deux sources d'électricité distinctes et indépendantes.

Pour l'interprétation de cette disposition, sont considérées par exemple comme sources d'énergie distinctes, l'électricité du réseau public et celle produite par l'établissement considéré.

Ainsi, l'établissement dispose de deux pompes électriques secourues de 200 m³/h chacune et d'une pompe thermique de 400 m³/h.

.../...

Tout moteur thermique d'un groupe de pompage doit être muni d'un dispositif de lancement offrant toute garantie de démarrage immédiat ; ce moteur doit être bien rôdé.

Article 66 :

REGLES CONCERNANT LES INSTALLATIONS FIXES

Alimentation

Les installations fixes de refroidissement d'une part et les installations fixes d'extinction d'autre part doivent avoir des branchements distincts sur le réseau intérieur de distribution d'eau d'incendie.

Commande

Plusieurs installations fixes peuvent être desservies par la même vanne de commande. Dans un tel cas, il est nécessaire que chaque installation puisse être isolée en cas d'incendie pour limiter les écoulements d'eau inutiles et permettre une intervention efficace sur l'incendie. Les vannes assurant cet isolement doivent rester ouvertes en exploitation normale.

Couronnes d'arrosage

Les couronnes d'arrosage fixes des bacs inaccessibles (plusieurs rangées, murets de rétention trop haut) devront permettre le ruissellement de l'eau et de la mousse. Elles seront sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsion, elles seront de plus sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes.

Emulseur

La réserve en émulseur sera disponible en conteneurs de 1 000 l minimum.

Les récipients de capacité inférieure ne doivent pas être comptés dans les réserves d'émulseurs.

Accessibilité

Les vannes de commande ou les raccordements doivent être accessibles en toutes circonstances et se trouver à l'extérieur des cuvettes de rétention. Si la distance est inférieure à 25 m de la paroi la plus proche du (ou des) réservoir(s) desservi(s), ils doivent être placés à l'abri d'un écran incombustible stable au feu de durée quatre heures. Cette disposition est applicables aux centrales collectives de production de solution moussante.

.../...

Signalisation

Les commandes de toutes les installations fixes de lutte contre l'incendie y compris les vannes d'évacuation des eaux hors des cuvettes de rétention, doivent être signalées à l'aide d'inscriptions bien visibles. Leur sens d'ouverture doit être indiqué.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 67 :

Extincteurs

Les extincteurs doivent être conformes aux normes en vigueur homologuées par le CNMIH.

Leur type, leur position et leur nombre sont définis sous la responsabilité de l'exploitant selon les installations à protéger (hydrocarbures, installations électriques...).

Ils seront périodiquement contrôlés et la date de contrôle sera enregistrée de manière lisible sur une étiquette fixée à l'appareil.

Ils devront, en outre, être placés à des endroits visibles et facilement accessibles.

Un plan de prévision des moyens de secours internes à l'établissement et un plan d'intervention, seront établis en accord à l'Inspecteur départemental des services d'incendie et de secours. Une copie de ces documents sera transmise à l'inspection des installations classées. Ce document sera périodiquement mis à jour.

Article 68 :

Une consigne relative aux risques d'incendie sera établie et affichée d'une manière très apparente dans les différents locaux et dépôts.

Cette consigne indiquera notamment l'interdiction de fumer dans l'enceinte des bâtiments ou existe un risque d'incendie ou d'explosion.

Cette consigne devra prévoir des essais et visites périodiques du matériel et des exercices au cours desquels le personnel apprendra à se servir des moyens de premiers secours et à exécuter les diverses manoeuvres nécessaires.

Ces exercices, essais et visites périodiques devront avoir lieu au moins tous les trois mois. Leurs dates et les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu, seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

.../...

Un signal d'alerte devra permettre de rassembler l'ensemble du personnel.

Les renseignements relatifs aux modalités d'appels des sapeurs-pompiers seront affichées bien en évidence et d'une façon indestructible près des appareils téléphoniques reliés au réseau urbain.

Article 69 :

En outre, les dispositions suivantes devront être prises :

- signaler les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, air comprimé, liquides inflammables...) ;
- disposer les moyens de secours de façon bien visible et maintenir leur accès constamment dégagé ;
- afficher près de l'accès, le plan du bâtiment et de ses installations.

VIII - Organisation en matière de sécurité

Article 70 :

Définitions préalables

La sûreté est définie comme l'ensemble des dispositions à prendre pour assurer dans son installation le fonctionnement normal, prévenir les accidents ou actions de malveillance, et en limiter les effets.

L'exploitant établit la liste des paramètres et équipement importants pour la sûreté, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Organisation en matière de sécurité

L'exploitant met en place une organisation en matière de sécurité, notamment au niveau des paramètres et équipements importants pour la sûreté.

Cette organisation met en oeuvre un ensemble contrôlé d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites, mises à jour et donnant lieu à l'établissement de documents archivés.

Cette organisation comprendra :

- 1- Pour les équipements importants pour la sûreté, un programme du suivi de la construction, de maintenance, d'inspection et d'essais...
- 2- Les modalités d'intervention pour maintenance et entretien, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant)

.../...

- 3- Les consignes de conduite pour chaque installation (situation normale, situation dégradée, essais périodiques, y compris la qualification des effectifs permanents affectés à ces tâches)
- 4- La procédure de modification des équipements importants pour la sûreté et de mise à jour des documents précités.

Retour d'expérience

L'exploitant établira un rapport annuel d'analyse des incidents et accidents ayant placé l'installation dans une situation dangereuse ou susceptible de l'être, assorti des enseignements tirés ou actions nécessaires pour y remédier.

Information de la DRIRE

Les documents correspondants aux points 1 à 4 ci-dessus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le document annuel relatif au retour d'expérience est transmis à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, ainsi qu'un rapport annuel de synthèse sur l'état d'avancement et les résultats de son organisation en matière de sécurité.

Par ailleurs et à l'occasion de chaque événement significatif ayant conduit à une situation incidentelle, l'exploitant informera dans les plus brefs délais l'ingénieur de la D.R.I.R.E. chargé de l'inspection des installations classées. Seront mentionnés la date et l'heure de l'événement, la situation de l'installation au moment de l'événement, le ou les matériels concernés, les conséquences éventuelles, les actions immédiates entreprises, une première analyse des causes possibles et enfin la situation de l'installation au moment de l'information.

Au plus tard un mois après l'événement, un rapport détaillé sur l'événement, reprenant les éléments ci-dessus, éventuellement étayés par des enregistrements, sera transmis à la D.R.I.R.E. Ce document comprendra au moins les éléments d'informations suivants :

- date et heure de l'événement
- matériels concernés
- chronologie des événements
- analyse des causes et des effets
- dispositions prises immédiatement
- dispositions prises ou à prendre avec l'échéancier correspondant pour éviter que l'événement ne se reproduise ou pour en maîtriser ces conséquences.

.../...

Les autres événements, n'ayant pas conduit à une situation incidentelle, mais qui auraient pu y conduire, s'il s'étaient déroulés dans une autre condition de fonctionnement normal, seront collectés et feront l'objet d'un bilan annuel qui sera transmis à la D.R.I.R.E.

Article 71 :

Etude des dangers et POI :

L'exploitant établit un plan d'opération interne, qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan est transmis à la direction départementale de la protection civile et à l'inspection des installations classées. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.

L'exploitant mettra régulièrement à jour, sous sa responsabilité, l'étude des dangers et le plan d'opération interne qui seront adressés à la Préfecture et à la DRIRE.

Les éléments de nature à entraîner notamment la divulgation de secrets de fabrication ou à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, à la sécurité et à la salubrité publique pourront être transmis dans les conditions prévues à l'article 5 dernier alinéa du décret du 21 septembre 1977 modifié.

Article 72 :

PPI :

En cas d'accident l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention par le Préfet. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au plan d'opération interne et au plan particulier d'intervention en application de la loi du 22 juillet 1987 et du décret du 6 mai 1988.

Pour la bonne application du POI et du PPI, un gardiennage du site devra être assuré, notamment en dehors des heures ouvrées, sous la responsabilité de l'exploitant.

Article 73 :

Information du public :

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiquement et directement nécessaires à l'information préalable des populations concernées sur les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

.../...

L'exploitant assurera par ailleurs une information du public et des élus sur la description de son établissement, les risques qu'il présente pour le public et l'environnement et les dispositions qu'il a prise ou qu'il prévoit de prendre pour les limiter. Cette information sera à la charge de l'exploitant, et mentionnera par ailleurs de façon claire et concise la façon dont le public sera alerté en cas d'accident et les conseils de protection qu'il lui suggère de respecter en premier lieu.

L'information doit en particulier porter sur les points suivants :

- nom de la société et adresse du site ;
- identification, par sa fonction, de la personne fournissant les informations ;
- confirmation du fait que le site est soumis aux réglementations et/ou dispositions administratives mettant en oeuvre la directive 82/501/CEE (dite Directive "SEVESO") et que la notification visée à l'article 5 ou, du moins, la déclaration visée à l'article 9 paragraphe 3 a été présentée à l'autorité compétente ;
- explication simple de l'activité exercée sur le site ;
- les dénominations génériques ou la classification générale des dangers des substances et préparations intervenant sur le site et qui pourraient occasionner un accident majeur avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses ;
- information générales relatives à la nature des risques d'accident majeurs, y compris leurs effets potentiels sur la population et l'environnement ;
- informations adéquates sur la manière dont la population concernée sera avertie et tenue au courant en cas d'accident ;
- confirmation que la société est tenue de prendre les mesures appropriées sur le site, y compris de prendre contact avec les services d'urgence, afin de faire face aux accidents et d'en limiter les effets ;
- référence au plan d'urgence hors site établi pour faire face à tout effet hors du site d'un accident. Cela devrait comprendre la recommandation de faire preuve de coopération dans le cadre de toute instruction ou requête formulée par les services d'urgence au moment de l'accident ;
- précisions relatives aux modalités d'obtention de toutes informations complémentaires sous réserve des dispositions relatives à la confidentialité prévues par la législation.

.../...

Article 74 :

Exercices :

L'exploitant fera procéder avec une fréquence au minimum annuelle à des exercices d'alerte qui devront être préparés et exécutés avec le personnel de l'établissement. Chaque personne travaillant régulièrement dans l'établissement ne devra rester plus de trois ans sans avoir participé à un exercice d'alerte.

A l'occasion de chaque exercice effectué en application des dispositions du présent article, un bilan sera adressé à la Préfecture et à l'inspection des installations classées, dans un délai maximal de deux mois à partir de la date de l'exercice.

Article 75 :

Les dispositions complémentaires visant la protection contre la malveillance et les agressions figurent en annexe au présent arrêté.

B) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

Appareils imprégnés en exploitation par du polychlorobiphényle

Article 76 :

L'installation est constituée de 2 transformateurs 220/380 V de 630 kVA contenant chacun 380 litres de diélectrique et de 2 transformateurs 5500 V de 500 kVA contenant chacun 442 litres de diélectrique.

Article 77 :

Nonobstant les autres dispositions du présent arrêté, les installations seront conçues, réalisées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté-type n° 355 A dont un exemplaire sera notifié avec le présent arrêté.

Article 78 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 79 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

Article 80 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

.../...

Article 81 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai de un mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

Article 82 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 83 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

Article 84 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 85 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le maire de STRASBOURG,
les inspecteurs des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société requérante avec un exemplaire des plans approuvés.

Strasbourg, le 21 SEP. 1992

Pour ampliation
Pour le Secrétaire Général
L'Attaché de Préfecture



Jean-Philippe MAURER

Jacques BAREL

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663
du 19 juillet 1976 relative aux
installations classées pour la
protection de l'environnement).
La présente décision peut être
déférée au Tribunal Administratif.
Le délai de recours est de deux mois

ANNEXE

La présente annexe est exclue de la publicité prévue à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 conformément à la loi n° 78-759 du 17 juillet 1978 et de la circulaire du Ministère de l'Environnement du 25 juin 1986.

- Un éclairage sera installé le long des clôtures de l'établissement, garantissant l'absence de zone d'ombre..
- L'exploitant mettra en place un contrôle des accès des personnes à l'intérieur de l'établissement
- L'exploitant prendra toutes mesures pour s'assurer que les personnes accédant au site présentent les garanties suffisantes vi-à-vis de la sécurité des installations. Il définit la liste des postes de nature à mettre en contacts fréquents leurs occupants avec des installations vulnérables et transmet au Préfet la liste des personnes les occupant ou préposés pour les tenir.